

Une "saucisse,, boche.

On creusa des tranchées, on abattit des arbres. Tout alla bien jusqu'au moment où au milieu de nous quelques obus éclatèrent.

Nous nous dispersâmes comme une bande de moineaux. Abandonnant hache, bêche et pioche, nous partîmes dans une course effrénée. Nous courions, nous courions... et lorsqu'enfin on s'arrêta, je constatai avec une agréable surprise que nous avions échoué de nouveau à Hemixem.

Mon frère et mes autres camarades étaient déjà en train de se reconforter, lorsque je frappai à la porte de mon fermier. Ils avaient couru encore plus fort que moi, ce qui me parut être une raison suffisante pour me convaincre de mon innocence.

Après toutes les expériences que j'ai faites déjà depuis, cette fuite me cause une irrésistible envie de rire ! Le bruit circula que toute la classe de 1914 avait été massacrée. En vue de tranquilliser mes parents, j'envoyai un télégramme et quelques heures plus tard il me fut donné d'embrasser ma mère. Elle me sembla maigrie et ses yeux étaient rougis à force d'avoir pleuré.

Naturellement nous fîmes bonne contenance, mon frère et moi, et lui donnâmes du courage et de la confiance et quand elle prit congé elle était plus ou moins apaisée.

Ce même soir nous partîmes, par Cruybeke et Zwijn-

drecht, vers Sainte-Anne. Quand nous arrivâmes, la nuit était tombée. Sous la clarté de la lune nous voyions se dresser la flèche de Notre-Dame sur l'autre rive de l'Escaut, et telle que je la vis à ce moment, elle me parut sous les rayons de la lune comme un cierge larmoyant sur le candélabre de granit de la cathédrale.

A trois heures nous sautâmes dans le train. Le lendemain à midi nous arrivâmes à Ypres.

Ce récit est vraiment pris sur le vif.

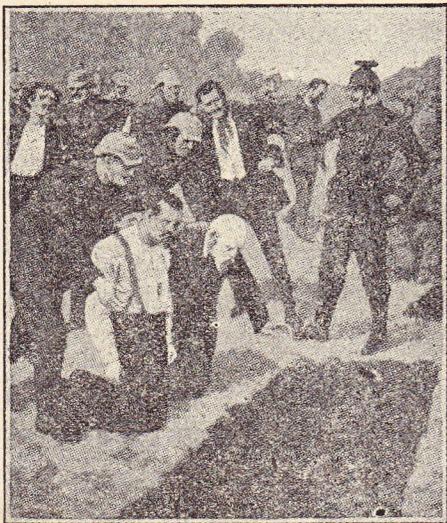
Je me rappelle avoir rencontré dans le train quelques volontaires. Ils avaient l'air abattu. J'engageai la conversation avec eux.

« N'est-ce pas scandaleux, s'écria l'un d'eux d'un ton courroucé. Nous nous sommes présentés pour servir le pays. Nous sommes restés quelques jours à Saint-Nicolas et maintenant on nous renvoie... Ils disent qu'il y a trop de volontaires. Et nous devons maintenant retourner chez nous... sous le régime allemand ! »

« Chez les Allemands ! »

« Ah ! naturellement ! Nous habitons aux environs de Bruxelles et nous n'avons pas d'argent pour aller vivre ailleurs. »

Et il en est beaucoup qui sont rentrés dans ces conditions. Plus tard on était heureux lorsque des jeunes gens quittaient le pays occupé pour renforcer l'armée,



Exécution de six civils à Senlis.

mais alors, ces braves devaient d'abord risquer leur vie au fil meurtrier de la frontière.

Il est vrai d'ajouter que tous les éléments n'étaient pas du meilleur aloi. Nombreux furent ceux qui se présentèrent comme volontaire, croyant que la guerre était assez semblable aux luttes au couteau de certaines kermesses sauvages.

Mes idées se reportent ici à un petit groupe de West-Flamands. Le hasard me conduisit à voyager en leur compagnie. Ils croyaient que dès leur arrivée à Anvers ils seraient aux prises avec l'ennemi et n'avaient pas la moindre notion de l'instruction militaire.

Et pendant ce temps les Bruxellois vivaient sous l'occupation ennemie. Ils y virent arriver un grand nombre de familles allemandes distinguées, toutes de la plus haute classe, et chacun était persuadé qu'ils fuyaient devant les Russes.

On vit passer des convois de prisonniers français, anglais et belges, qui étaient expédiés en Allemagne. Ils étaient particulièrement nombreux à la gare de Cureghem.

Les habitants ne pouvaient causer avec eux, mais l'un des prisonniers lança une boule de papier où étaient inscrits ces mots :

« C'est la cinquième fois qu'on nous fait passer par cette gare. »

Les Allemands avaient réquisitionné toutes sortes d'édifices, entre autres le palais de justice. Chez un des concierges ils découvrirent des pigeons. L'occupant prétendit que par l'intermédiaire de ces volatiles on était encore en relations avec les troupes à Anvers et expulsa du bâtiment tous les employés du greffe, les huissiers, les surveillants et même les femmes de peine.

Le bourgmestre se comportait admirablement dans son hôtel de ville. Son attitude encourageait tous les habitants.

Un jour, au commencement du mois de septembre, se trouvaient dans l'antichambre de son cabinet quelques personnes qui désiraient parler au magistrat, lorsque tout à coup un jeune lieutenant allemand entra avec un grand bruit de sabre.

D'un ton brutal il déclare à l'huissier qu'il a à parler au bourgmestre.

L'huissier va prévenir le chef du cabinet, M. Vierset, et revient avec lui dans l'antichambre.

— Il me faut un guide, dit l'officier d'un ton péremptoire...

- ?
- Je veux tout de suite un guide !
- ??
- Qui peut donner un guide ici ?
- ???
- Voulez-vous me répondre plus vite ! Je vous som-

me...

M. Vierset, impatienté tout de même, répond :

— Monsieur, on ne somme personne ici.

Et il rentre dans son bureau.

Le lieutenant l'y suit.

— Je veux parler au bourgmestre.

— Vous parlerez au bourgmestre quand il dira à son huissier de vous introduire chez lui.

On l'a prévenu de votre visite... Attendez !

— Je n'ai pas le temps d'attendre....

— Je le regrette... mais avant qu'il sonne, vous ne le verrez pas.

— Je ne comprends pas...

M. Vierset, pour s'expliquer mieux, s'approche du lieutenant :

— Ne me touchez pas ! crie l'autre, et il met la main sur son revolver.

— Je n'ai aucune envie de vous toucher, Dieu merci, dit paisiblement M. Vierset, pendant que les jeunes filles dactylographes sont toutes tremblantes.

L'officier écume :

— Je vous donne trois minutes, hurle-t-il.

Alors, M. Vierset, avec une parfaite bonhomie :

— Je vous remercie, je n'ai besoin de rien.... Je n'accepte même pas trois minutes d'un officier allemand...

Un silence complet et prolongé : l'officier, assez embarrassé, se promène de long et large dans le cabinet; personne n'a plus l'air de le savoir là.

Un coup de sonnette retentit enfin.

M. Vierset entre dans le cabinet du bourgmestre et le met au courant de ce qui vient de se passer. Le bourgmestre fait dire aussitôt qu'il ne recevra pas le lieutenant. Et celui-ci, après un profond salut que lui adressent M. Vierset et son personnel, s'en va sans plus songer à son revolver, traversant avec fracas les groupes qui continuent à encombrer l'antichambre.

Le kaiser avait nommé un gouverneur général, le feld-maréchal von der Goltz, qui vint s'établir à Bruxelles.

Il fit part de son avènement dans la proclamation suivante :

« S. M. l'Empereur d'Allemagne, après l'occupation de la plus grande partie du territoire belge, a daigné me nommer Gouverneur général en Belgique. J'ai établi le siège du Gouvernement général à Bruxelles (Ministère des Sciences et des Arts, rue de la Loi).

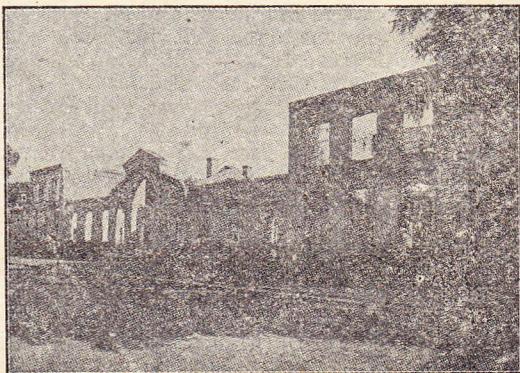
Par ordre de Sa Majesté, une administration civile a été installée auprès du Gouvernement général (Ministère de la Guerre, rue de Louvain).

Son Excellence, M. von Sandt, a été appelé aux fonctions de chef de cette administration.

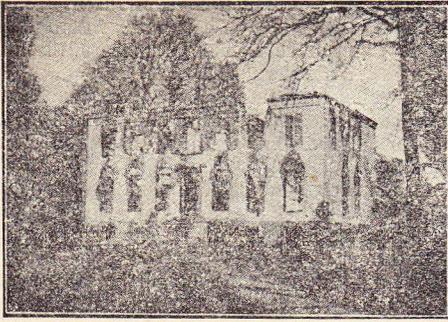
Les armées allemandes s'avancent victorieusement en France. Ma tâche sera de conserver la tranquillité et l'ordre public en territoire belge.

Tout acte hostile des habitants contre les militaires allemands, toute tentative de troubler leurs communications avec l'Allemagne, de gêner ou de couper les services des chemins de fer, du télégraphe et du téléphone, seront punis très sévèrement. Toute résistance ou révolte contre l'administration allemande sera réprimée sans pardon.

C'est la dure nécessité de la guerre que les punitions d'actes hostiles frappent, en dehors des coupables, aussi des innocents. Le devoir s'impose d'autant plus à tous les



Ruines à Senlis.



Le château d'Eppeghem après le bombardement.

citoyens raisonnables d'exercer une pression sur les éléments turbulents, en vue de les retenir de toute action dirigée contre l'ordre public.

Les citoyens belges désirant vaquer paisiblement à leurs occupations, n'ont rien à craindre de la part des troupes ou des autorités allemandes. Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris. Les usines devront recommencer à travailler, les moissons être rentrées.

#### *Citoyens belges,*

Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques, mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolue vis-à-vis des ordres du Gouvernement général. Je vous invite à lui montrer de la confiance et à lui prêter vos concours. J'adresse cette invitation spécialement aux fonctionnaires de l'Etat et des communes qui sont restés à leur poste. Plus vous donnerez suite à ces appels, plus vous servirez votre patrie.

Le Gouverneur général,  
von der Goltz,  
Feldmaréchal.»

Les journaux de la capitale avaient cessé de paraître. Il est vrai qu'on introduisait clandestinement les journaux d'Anvers et de Gand, mais la lecture en était interdite sous des peines sévères.

Le gouverneur-général autorisa la vente des feuilles ci-après mentionnées : « Kölnische Zeitung », « Kölnische Volkszeitung », « Nieuwe Rotterdamsche Courant », « Berliner Nachrichten », « Dusseldorfer General Anzeiger » et « Le Quotidien ». Ce dernier journal était imprimé à Ixelles.

Toutefois on continua à recevoir longtemps encore les journaux défendus, même ceux d'Angleterre et de France et l'on se transmettait l'un à l'autre en secret des communications dactylographiées contenant les principales nouvelles.

Le 1er septembre les Bruxellois entendirent tonner le canon qui leur annonçait la deuxième sortie d'Anvers et examinèrent avec plus de curiosité le bulletin allemand. Et que mentionnait-il ? Le texte de la dépêche envoyée par le kaiser au président Wilson, dépêche qui élevait une « protestation solennelle » contre les cruautés commises « sur les soldats allemands par la population civile belge, notamment par des femmes et des prêtres, avec l'encouragement du gouvernement ».

Et le kaiser concluait : « Mon cœur saigne quand je vois que pareilles mesures ont été rendues inévitables et quand je songe aux innombrables innocents qui ont perdu leur toit et leurs biens par suite des faits criminels en question. »

La rage s'empara de la population en présence de cette abominable calomnie du tortionnaire contre ses propres victimes, de tant d'hypocrisie et de son audace invraisemblable de vouloir intervertir les rôles.

Le lendemain on apprenait par la même voie que le Gouvernement allemand, après la prise de Liège, avait, par l'entremise d'une puissance neutre, fait soumettre au Gouvernement belge une proposition conciliante.

Cette note fut affichée également et était conçue en ces termes :

« La forteresse de Liège a été prise d'assaut après une défense vaillante. Le Gouvernement regrette profondément que la manière d'agir du Gouvernement belge vis-à-vis de l'Allemagne ait rendu nécessaires des rencontres sanglantes. L'Allemagne ne vient pas en Belgique en ennemie. Ce n'est que forcée par les circonstances et en présence des dispositions militaires prises par la France qu'elle a été obligée de prendre la grave résolution de pénétrer en Belgique, et qu'elle a dû occuper Liège comme point d'appui pour ses opérations militaires ultérieures.

— L'armée belge ayant par sa résistance héroïque contre une grande suprématie, sauvegardé de la manière la plus brillante l'honneur de ses armes, le Gouvernement allemand prie Sa Majesté le Roi et le Gouvernement belge d'épargner à la Belgique la continuation des horreurs de la guerre. Le Gouvernement allemand est prêt à faire avec la Belgique n'importe quelle convention qui puisse d'une manière quelconque être rendue compatible avec le différend entre lui et la France. L'Allemagne affirme à nouveau, de la manière la plus solennelle, qu'elle n'a pas été guidée par l'intention de s'approprier au territoire belge, et que cette intention lui est totalement étrangère. L'Allemagne est encore toujours prête à évacuer immédiatement le royaume de Belgique dès que la situation sur le théâtre de la guerre le lui permet. »

Mais les Bruxellois apprirent en même temps la réponse envoyée par la Belgique et qui était libellée comme suit :

« La proposition qui nous est soumise par le Gouvernement allemand répète la demande formulée dans l'ultimatum du 2 août, fidèle à ses obligations internationales, la Belgique ne peut que répéter sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que depuis le 3 août, sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son sol et que les puissances garantes ont répondu immédiatement et loyalement à son appel de secours. »

Le 14 septembre de nombreux habitants de la capitale aperçurent des prisonniers français venant de Mauberge qui passaient par la petite gare de Cureghem. La population, dans un élan de vive sympathie, les salua du cri de « Vive la France ! » On réussit à faire parvenir à ces malheureux toutes sortes de provisions de bouche et de friandises. Il paraît même qu'un certain nombre de soldats français, trompant la surveillance de leurs gardiens, réussirent à s'évader grâce à la complicité de quelques citoyens hardis.

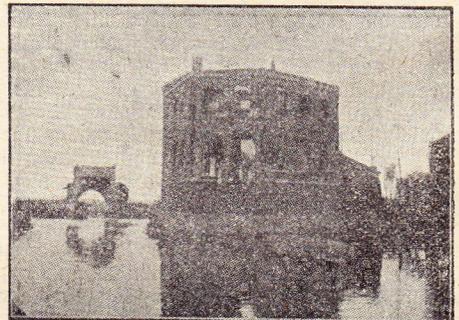
Le 15 septembre les Allemands se décidèrent enfin à donner quelques indications au sujet de la canonnade qu'on entendait distinctement depuis plusieurs jours. Ils prétendirent dans une de leurs affiches que les sorties de l'armée belge, retirée à Anvers, avaient été repoussées avec de grandes pertes pour les assaillants.

Quant à la Marne, ils n'en soufflaient mot.

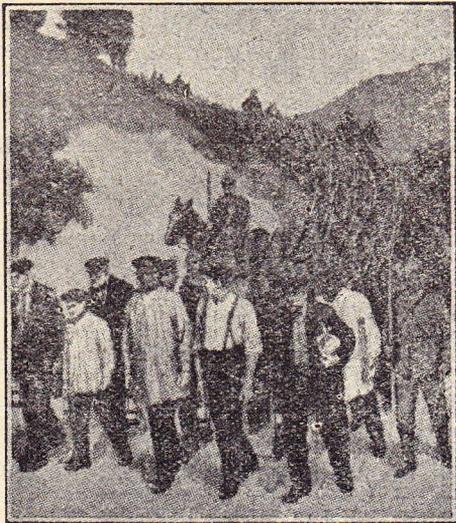
Mais les Bruxellois, qui constataient partout d'importants mouvements militaires, se rendaient compte qu'il se produisait des choses anormales.

On voyait des troupes partir en toute hâte. De lourds charrois faisaient trembler les rues ; et on distinguait même des voitures ordinaires chargées de munitions.

A l'horizon les lueurs sinistres des incendies éclairaient le ciel. Près de Dieghem un ballon d'observer



Ruines à Weerde.



Les Allemands s'abritant derrière les civils.

vation était suspendu en l'air. Le « landsturm » bavarois fut envoyé dans la direction de Louvain et à un certain moment Bruxelles sembla dégarni de troupes.

Les bruits les plus optimistes circulaient partout. On répétait avec conviction que dans trois jours les Belges seraient rentrés. Déjà, affirmait-on les Allemands préparaient leur retraite jusque sous les forts de Liège. Les autos, au nombre d'une trentaine au moins, qui stationnaient devant le « Palace Hotel » où logeait l'état-major, devaient servir à emmener les derniers officiers.

Et, de fait, on recevait d'excellentes nouvelles de la Marne, ce qui augmentait encore les espoirs d'une prochaine délivrance.

Puis on raconta que l'un des fils du kaiser, le prince Adalbert de Prusse, avait succombé à Bruxelles aux suites de ses blessures et qu'une fortune avait été promise au docteur Depage pour le sauver.

Le 14 septembre on eut de nouveaux détails sur la bataille de la Marne. On voyait passer des convois de blessés. Des autos de la Croix Rouge traversaient la ville. De nombreux habitants lisaient même les communiqués officiels des Alliés dans les journaux introduits en fraude à Bruxelles. En même temps on apprenait la vigoureuse sortie effectuée par l'armée belge en vue de soutenir l'offensive entreprise sur le front français.

Dès lors les prédictions au sujet du départ de l'ennemi se multiplièrent sous des formes encore plus affirmatives.

« Le Roi pourrait bien être rentré à la fin de la semaine. »

« Et la Reine aussi. »

Et les yeux brillaient d'espoir, les voix prenaient des intonations joyeuses.

Mais le 15 on s'aperçut avec une profonde déception que Bruxelles était de nouveau bondé de troupes allemandes. Dans l'après-midi de ce jour il y eut même un défilé militaire au boulevard Botanique et au boulevard d'Anvers. A cette occasion le maréchal von der Goltz prononça une harangue à la place Rogier.

Ce jour-là aussi fut placardé l'arrêté interdisant l'usage des bicyclettes. Les Allemands prétendaient posséder la preuve que des cyclistes fournissaient des renseignements aux troupes belges et les cyclistes furent avisés qu'on avait prescrit de tirer sur eux.

La peur des espions donna lieu également à une autre mesure, concernant les pigeons. Il était défendu de garder ces oiseaux. Les contrevenants s'exposaient aux rigueurs des lois militaires et on les considérait désormais comme des espions.

Grâce à l'intervention de M. Max la vie des pigeons fut épargnée et on enferma les volatiles au Cinquante-naire, où ils étaient l'objet d'une étroite surveillance.

Cette journée mémorable fut marquée encore par un incident qui causa un certain émoi. Dans l'après-midi on apprit qu'à Schepdael des uhlands avaient fait arrêter

le tram de Ninove et qu'ils avaient fouillé tous les voyageurs. Deux cents personnes environ furent trouvées en possession de lettres ou de journaux interdits et conduites à la caserne de Laeken. Plusieurs furent maintenues en état d'arrestation.

L'autorité allemande semblait vouloir contrecarrer à tout prix l'enthousiasme des Bruxellois, mais les nouvelles relatives à la victoire de la Marne n'en circulaient pas moins de bouche en bouche.

Le 16 on remarqua que de forts contingents de troupes étaient arrivés à Bruxelles et au boulevard de Waterloo on vit passer trois gros canons de siège se rendant dans la direction de l'est.

Ce jour-là une nouvelle affiche fut placardée, qui suscita une grande émotion. Les drapeaux belges étaient demeurés aux façades, malgré la présence de l'ennemi.

Le gouverneur militaire ordonna de les retirer, pour empêcher, comme il disait, que les soldats allemands ne pussent considérer ce pavoiement comme une provocation.

A peine ce placard était-il collé sur les murs de la ville que le bourgmestre Max y répondait par l'affiche suivante :

« Chers concitoyens,

Un avis affiché aujourd'hui nous apprend que le drapeau belge arboré aux façades de nos demeures est considéré comme une provocation par les troupes allemandes.

Le Feldmaréchal von der Goltz, dans sa proclamation du 2 septembre, disait pourtant : « Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques. » Nous ne pouvions donc prévoir que l'affirmation de ces sentiments serait tenue pour une offense.

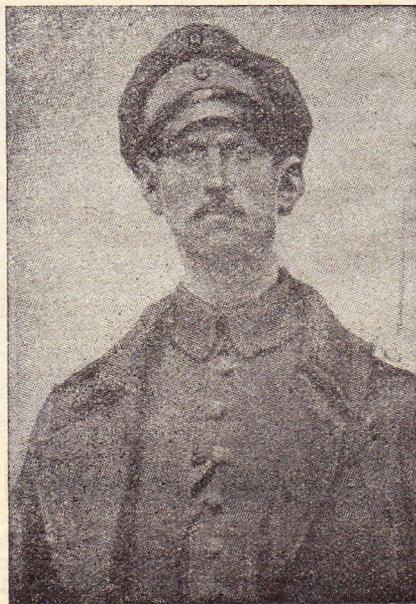
L'avis qui nous le révèle a été, je le reconnais, rédigé en termes mesurés et avec le souci de ménager nos susceptibilités. Il n'en blessa pas moins, d'une manière profonde, l'ardente et fière population de Bruxelles.

Je demande à cette population de donner un nouvel exemple de sang-froid et de la grandeur d'âme dont elle a fourni déjà tant de preuves en ces jours douloureux.

Acceptons provisoirement le sacrifice qui nous est imposé ; retirons nos drapeaux pour éviter des conflits et attendons patiemment l'heure de la réparation. »

L'affiche avait été placardée à 6 heures du soir.

Pendant la nuit le gouverneur militaire la fit recouvrir d'une feuille blanche. M. Max fut arrêté pendant quelques heures pour avoir osé publier sa protestation sans autorisation préalable. Il fut conduit à l'état-major devant le major Bayer, qui lui fit savoir qu'il pourrait bien pour un tel acte être envoyé comme prisonnier en Allemagne.



Type d'officier allemand (Photographie prise à Anvers).



Le général Scheere.

Le magistrat répondit qu'il était prêt à partir, mais qu'il ne comprenait rien à cette menace, puisqu'il avait voulu par cette proclamation contribuer au maintien de l'ordre. Que serait-il arrivé, en effet, si les Allemands avaient dû enlever les drapeaux par la force ?

Le major Bayer lui demanda alors de lui présenter ses excuses, mais le bourgmestre s'y refusa catégoriquement, ne pouvant s'excuser d'un acte « patriotiquement humanitaire ».

On lui fit observer que le mot « réparation », employé dans le texte de l'affiche, était synonyme de vengeance : le major ajouta qu'il avait vérifié la chose en consultant un dictionnaire.

Le bourgmestre répondit que ce devait être un bien mauvais dictionnaire; qu'il n'était pas chargé, au surplus, d'expliquer le sens des mots français, mais qu'il affirmait qu'au moment où il rédigeait son affiche il ne songeait à aucune vengeance.

Enfin, démonté par son calme, le major s'écria :

— Mais les journaux français vont se moquer de nous.

M. Max répondit qu'il ne pouvait pas être rendu responsable de ce que des journaux français voudraient écrire.

De guerre lasse, on le laissa partir et il rentra à l'hôtel de ville avec la même tranquillité et le même sourire un peu goguenard qu'il avait lorsqu'il en était parti une heure auparavant, le sourire du « vir bonus zwanzeni peritus ».

Les Bruxellois eurent à lire encore un autre document bien allemand... Hélas ! il devait être suivi d'une foule d'autres du même genre.

On commençait, en effet, à connaître les premiers résultats de la terreur instituée par les tribunaux allemands.

Et voici ce qu'on apprit :

« Un tribunal de guerre légalement convoqué » a, le 14 septembre, condamné :

1. Van der Hagen, Jean, ouvrier, domicilié à Bruxelles, né le 6 juin 1878 à Cureghem, pour résistance contre une sentinelle allemande se trouvant dans l'exercice de ses fonctions.

**A SIX MOIS DE PRISON.**

2. Verheyden, Hortense, veuve Robaert, domiciliée à Bruxelles, née le 9 avril 1878 à Bruxelles, pour offenses graves contre l'armée allemande et contre un de ses membres,

**A UN AN DE PRISON.**

3. Debonnet, Julien, ouvrier, domicilié à Strombeek, né le 23 septembre 1880 à Roubaix (France), pour coups de feu contre une sentinelle allemande,

**A LA MORT.**

Bruxelles, le 16 septembre.

Le gouverneur militaire,  
Baron von Lüttwitz. »

A mesure que l'occupation se prolongeait les menaces allemandes relatives aux faits d'espionnage, à la destruction de fils téléphoniques ou télégraphiques, de voies ferrées, etc., augmentaient dans de fortes proportions.

Le 18 septembre quelques habitants s'arrêtèrent, interdits, devant le Palais Royal.

Leur surprise se transforma bientôt en une sombre indignation. En face de l'édifice défilaient des troupes allemandes et quelque deux cents individus les acclamaient et agitaient mouchoirs et chapeaux.

Mais on ne tarda pas à avoir l'explication de cette grossière supercherie.

Les civils en question étaient des fonctionnaires et des sujets allemands. Toute cette mise en scène avait été organisée par un entrepreneur de cinéma et était destinée à faire croire au peuple d'outre-Rhin que les Bruxellois acclamaient l'armée ennemie.

A cette date on apprit que les Allemands faisaient de grands préparatifs entre Bruxelles et Malines. On transportait de grandes quantités de matériel de guerre. On était à la veille du siège d'Anvers. D'ailleurs la capitale regorgeait d'uniformes. En même temps les rumeurs les plus invraisemblables circulaient parmi le public : on prétendait notamment que les Français se trouvaient à Tournai et à Ath, que la gare de Mons était en feu, que 20,000 Anglais avaient débarqué à Zeebrugge pour renforcer la garnison d'Anvers.

On apprit aussi que M. Woeste s'était rendu à Anvers. Cette nouvelle défraya longtemps les conversations.

On racontait que le vieil homme d'Etat avait servi d'intermédiaire entre les Allemands et notre Gouvernement.

Dans l'œuvre de Louis Gille, Alphonse Ooms et Paul Delantsheere, « Cinquante mois d'occupation allemande », nous lisons le récit suivant :

« Je montre à l'honorable ministre d'Etat l'article d'un journal gantois qui prétend que le Roi aurait refusé de recevoir M. Woeste.

Il me répond :

« Je n'ai vu, ni directement ni indirectement, le maréchal von der Goltz, ni aucune des personnalités attachées au gouvernement militaire ou civil allemand. Je ne leur ai pas écrit même une ligne et ils ne m'ont pas davantage écrit une ligne. Voilà qui est formel, je pense.

En second lieu, je n'ai été chargé d'aucune proposition et je n'aurais accepté, en aucun état de cause, d'être le mandataire d'un gouvernement étranger.

Je suis parti pour Anvers le mercredi 9 septembre. Je n'avais pas l'intention, au cours de cette visite, de commander, ni directement ni indirectement, une audience au Roi, que je savais très absorbé par les affaires militaires. Je n'ai pas demandé cette audience et, par conséquent, le Roi ne me l'a pas refusée. J'ai vu à Anvers les membres du Gouvernement, et non seulement je les ai vus, mais j'ai logé avec eux, et, pendant quatre jours,



Le général Baix.



Canons, pris aux Belges, en route pour l'Allemagne.

j'ai pris mes repas en leur compagnie. On mangeait par petites tables, et, par une délicate attention, M. de Broqueville m'a convié à m'asseoir à sa table, où dinaient également sa belle-fille, son neveu blessé et M. Davignon, ministre des affaires étrangères. Je comptais revenir le jeudi 10, mais j'ai été arrêté par la ligne de feu, et c'est pourquoi je n'ai pu rentrer que le dimanche, par Gand. Voilà pour ce qui concerne les légendes colportées à mon sujet.

La vérité est que j'ai été informé de source sûre, par un Belge, au commencement de ce mois, que l'ennemi avait décidé de mettre le siège devant Anvers, éventualité à laquelle beaucoup ne croyaient pas à ce moment. J'ai dit à mon interlocuteur que ce renseignement serait utile à fournir au Gouvernement belge. Il me répondit que M. Gibson, secrétaire de la Légation des Etats-Unis, se rendait dans l'auto de la Légation à Anvers, le 9 septembre, et que, si je désirais voir le Gouvernement, je pourrais l'accompagner. J'ai accepté. C'est tout le secret de mon voyage à Anvers. »

Mais les bruits malveillants au sujet de la mission de M. Woeste persistèrent.

Peu après M. Woeste fit aux mêmes journalistes la déclaration suivante :

« Vous connaissez mon démenti. Il est formel. Mais puisqu'on persiste, dans certains milieux, à soutenir que j'ai été en rapport avec des Allemands, je vais vous raconter dans quelle circonstance, unique et imprévue, je me suis brusquement, certain midi, trouvé devant eux. Je déjeunais avec ma fille quand la concierge vint m'annoncer que deux soldats allemands désiraient me voir. Inquiète, ma fille m'accompagne. J'aperçois dans mon bureau deux sous-officiers portant l'un une lettre à mon adresse, l'autre un objet de dimensions encombrantes, enveloppé de papier. La lettre était du maréchal von der Goltz. Le gouverneur général disait, en substance, qu'il se faisait un plaisir de m'envoyer... « le drapeau madhiste souhaité » (*die gewünschte madhisten fahne*). En homme de précaution, M. von der Goltz m'invitait à lui accuser réception du présent et à signer, à cette fin, un reçu tout rédigé joint à sa missive.

« A quoi rimait cette affaire ? Je ne connaissais pas le gouverneur général et ne lui avais rien demandé. Je ne suis pas collectionneur. Ce présent était donc tout-à-fait suspect. Pourtant, je priai le porteur de l'étendard de débarrasser son paquet : il en sortit, effectivement, un

vieux drapeau revêtu d'inscriptions arabes, vraisemblablement un trophée d'une campagne antieslavagiste.

J'ignore si M. von der Goltz, en m'adressant cet objet que je n'avais pas sollicité et qui ne m'intéressait pas, nourrissait l'espoir de me faire tomber dans un piège. Se réservait-il de se servir de ma signature apposée au bas d'un accusé de réception pour imprimer sur les murs de Bruxelles qu'il entretenait d'excellents rapports avec un ministre d'Etat belge et qu'il avait eu l'occasion de lui être agréable ? Quoi qu'il en soit, j'invitai l'homme à reficeler son paquet, et je lui remis une lettre dans laquelle je disais au gouverneur général que, n'ayant jamais exprimé le désir de recevoir ce drapeau, je le lui renvoyais, supposant qu'il y avait eu erreur.

Voilà à quoi se réduisent tous les rapports que j'aie eus avec l'autorité allemande. »

Cet incident auquel M. Woeste fut mêlé fut encore discuté dans les journaux après la guerre et donna même lieu à un procès de presse

Il importe de revenir un moment sur les bruits et les fausses nouvelles qui faisaient le tour de la capitale et du pays en ces jours mémorables de septembre, et que l'on accueillait généralement avec une crédulité vraiment excessive.

Les travaux de défense établis autour de la ville faisaient naître à la fois des sentiments d'espérance et d'inquiétude. On imaginait à peu près la situation stratégique comme suit : les Français et les Anglais allaient s'avancer de la France vers le nord et tenter d'entrer en contact avec les Belges près d'Anvers. Les Allemands, en conséquence, voulaient défendre Bruxelles.

Du reste les nouvelles du jour n'éveillaient-elles pas également en dehors du pays occupé des espérances qui ne devaient pas se réaliser ? Toutes sortes de rumeurs y étaient répandues et accueillies sans contrôle.

Il faut ajouter que la censure, qui sévissait en Belgique comme dans tous les pays belligérants, ne rendait pas précisément facile la découverte et la diffusion de la vérité. Ses ukases, qui se justifiaient le plus souvent par des raisons d'ordre militaire, n'étaient pas toujours du goût des journalistes. Aussi n'est-ce pas sans une apparence de raison qu'un journaliste anversois devait écrire plus tard dans le journal pro-allié « De Telegraaf », d'Amsterdam :

« L'attitude des autorités militaires à l'égard de la presse en Belgique a été, comme je l'ai indiqué à différentes



Fort détruit aux environs d'Anvers.

reprises, le plus souvent très scandaleuse, toujours inintelligente.

D'après les intentions du ministre de la guerre, qui l'avait instituée, la censure devait seulement empêcher que des nouvelles relatives aux mouvements des troupes fussent rendues publiques, afin d'éviter que l'ennemi pût en tirer profit, et tous les journalistes se seraient soumis volontiers à l'application de la censure dans ce sens.

Certes, les personnalités à qui la censure était confiée, peuvent avoir été des gens hautement respectables, mais dès la première expérience, ils prouvèrent qu'ils manquaient à un degré étonnant de toutes les qualités qui caractérisent le vrai journaliste. Et par la suite la situation ne s'améliora pas. Tout au contraire !

Chaque jour ils envisageaient leur tâche sous un angle plus large, élargissaient leur programme de leur propre autorité, sans parvenir toujours à dissimuler avec un égal succès le malin plaisir qu'ils éprouvaient chacun en particulier et tous en général, de limiter la liberté de ces importuns reporters.

Ils ne tardèrent pas à s'imaginer qu'il était de leur devoir d'empêcher aussi la publication de tout ce qui pouvait ébranler la confiance de la population dans l'issue de la guerre mondiale, et ils en conclurent qu'il ne fallait plus laisser passer une information quelconque qui aurait pu être interprétée d'un façon plus ou moins défavorable pour les Alliés. Les télégrammes Wolff furent bannis d'une façon absolue, et à différentes reprises on nous menaçait de suspension au cas où nous oserions encore présenter des feuilles, qui ne seraient pas absolument « pures ».

Les journaux « purs » étaient ceux qui ne contenaient aucune nouvelle défavorable pour Anvers, pour la Belgique et pour les Alliés en général.

Le sac de Louvain et de Dinant ne purent être annoncés que trois, quatre jours après les événements et il fallait encore se garder avec soin de « dramatiser » les choses, comme on disait alors. J'ai signalé qu'il était absolument défendu de faire allusion à des atrocités allemandes.

Oui, cette censure provoquait les résultats les plus extravagants.

Autant de têtes, autant d'opinions. Les censeurs étaient assis à une table au nombre de cinq, et biffaient au petit bonheur, sans se consulter mutuellement. Et c'est ainsi qu'il arrivait chaque jour que l'un des journaux donnait en long et en large la relation d'un événement, qui avait été effacé sans pitié dans tous les autres.

Mieux encore : Dans le même journal on biffait quelquefois le soir des informations qui y avaient paru à midi.

Mais le fait le plus fantaisiste se produisit le jour de la deuxième visite du Zeppelin. Dans la matinée le gouver-

neur militaire avait lui-même fourni à la presse un communiqué officiel, dans lequel étaient indiqués le plus minutieusement possible le trajet suivi par le dirigeable et les endroits où les bombes étaient tombées.

Tous les journaux insèrent ce communiqué en lettres énormes, et qu'arriva-t-il lorsque nous nous présentâmes auprès des censeurs ?

Ils exigèrent simplement la disparition de tout le communiqué en ajoutant que nulle part le journal ne pouvait signaler où le Zeppelin avait causé des dégâts.

« Nous n'avons aucune raison de dire à l'ennemi où ses bombes sont tombées ; en lui signalant qu'il a mal visé, nous lui apprenons comment il doit s'y prendre une prochaine fois pour viser juste. »

Tel était le jugement de messieurs les censeurs, qui sont des avocats pleins de talents et des parlementaires diserts, mais qui vraisemblablement n'ont jamais tiré un coup de fusil. Et lorsque nous leur faisons observer que nous avions sur cette affaire un communiqué officiel du gouverneur général, ils nous répondaient sans sourciller :

« Nous n'avons rien à voir avec l'état-major ! »

Après cette déclaration nous avons failli tomber à la renverse. »

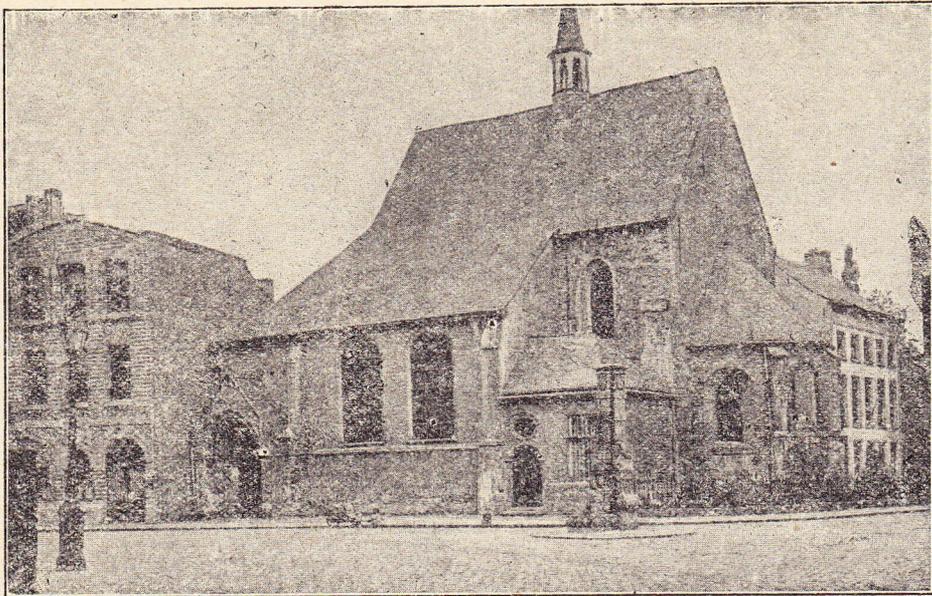
Voilà bien comment les choses se passaient et nous aurons l'occasion de voir que la censure nous préparait de terribles désillusions.

Rien d'étonnant dès lors que pendant ces journées dramatiques le pays fût un champ fertile pour les semeurs de toutes sortes de nouvelles. Qui ne les a rencontrés, ces gens qui savaient tout et faisaient des récits toujours pleins de mystère ? Les sources de leurs informations ? Ils ne pouvaient les révéler. Ils avaient d'importantes relations avec des personnalités haut placées, mais les Allemands n'avaient pas besoin d'être mis au courant de ces relations, car s'ils devaient les connaître... ils risquaient au moins la déportation.

Et naturellement on trouvait toujours des naïfs qui prêtaient l'oreille à ces insensés, sans songer que ceux qui étaient réellement en communication avec l'autre côté du front, gardaient là-dessus le secret le plus rigoureux.

A Bruxelles paraissait le journal officiel des Allemands, qui remplaçait notre « Moniteur ». Il s'intitulait : « Gesetz- und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens » (Journal des lois et arrêtés pour les régions occupées de la Belgique). Il était imprimé sur les presses du « Moniteur ». Le premier numéro, daté au 11 septembre, parut le 21 septembre.

Après quelques jours de calme, il y eut tout à coup à Bruxelles un dimanche agité. Dès l'aube on entendit le grondement du canon, qui fit naître de nouvelles espérances. Les Belges étaient une fois de plus sortis d'An-



Lierre : L'église St-Pierre.

vers : qui sait s'ils ne venaient pas délivrer Bruxelles !

Le bruit des détonations venait principalement de la direction du nord-ouest. Nous verrons bientôt comment la bataille venait d'être engagée près d'Alost.

Mais la capitale fut encore mise en effervescence par une autre nouvelle, qui lui causa une pénible surprise : l'occupant venait d'arrêter le bourgmestre Max.

L'autorité allemande annonçait l'événement par cette affiche :

« AVIS.

Le bourgmestre Max ayant fait défaut aux engagements encourus envers le Gouvernement allemand, je me suis vu forcé de le suspendre de ses fonctions. Monsieur Max se trouve en détention honorable dans une forteresse.

Bruxelles, 26 septembre 1914.

Le Gouverneur militaire allemand,  
von Lüttwitz. »

Sur de nombreux points de la ville ces affiches furent lacérées, ce qui eut pour résultat de faire démentir l'information de-ci de-là, mais de nouvelles proclamations la confirmèrent peu après.

Qu'était-il arrivé ?

Les Allemands avaient d'abord imposé à Bruxelles une contribution de guerre de 50 millions qu'ils avaient ramenée ensuite à 20 millions, mais, au moment où l'on paya la dernière tranche des 20 millions, le gouverneur von Lüttwitz déclara que la somme de 50 millions devait être versée intégralement. M. Max protesta.

Le gouverneur fit savoir alors que les réquisitions ne seraient plus faites désormais contre argent comptant, mais contre des bons de guerre. M. Max défendit aux banques de payer les bons, qui devaient être soldés par la ville.

Le gouverneur en fut informé et fit mander le magistrat.

L'Allemand montra au bourgmestre une des lettres adressées aux banques et lui demanda si elle émanait de lui. M. Max répondit affirmativement et voulut expliquer la mesure prise, mais le gouverneur lui ordonna de se taire et déclara qu'il pouvait se considérer comme prisonnier.

Puis le gouverneur convoqua les membres du collège échevinal et les chargea de désigner l'un d'entre eux pour reprendre les fonctions de M. Max. Tous refusèrent, sur quoi le général allemand se fâcha et leur donna dix minutes pour prendre une décision, en menaçant de les arrêter tous s'ils résistaient encore.

Les échevins se réunirent pour délibérer dans une des salles attenantes et désignèrent le plus ancien d'entre eux, M. Lemonnier, mais se mirent d'accord pour remplir à tour de rôle les fonctions de M. Max.

La population fut informée de cette décision par la proclamation suivante :

« ADMINISTRATION COMMUNALE DE BRUXELLES  
AVIS

Pendant l'absence de Monsieur Max, la marche des affaires communales et le maintien de l'ordre seront assurés par le Collège échevinal.

Dans l'intérêt de la cité, nous faisons un suprême appel au calme et au sang-froid de nos concitoyens. Nous comptons sur le concours de tous pour assurer le maintien de la tranquillité publique.

Bruxelles, 27 septembre 1914.

Le Collège échevinal. »

Ah ! certes, ce dimanche se passa au milieu d'une agitation bien compréhensible.

Comme on sentait bien, par contraste, en face de cet acte arbitraire, toute la joie sereine que causerait la rentrée soudaine des troupes belges ! Qui sait ? Le canon se rapproche, les vitres frémissent, à certains moments ; l'air tremble sous des commotions plus fortes. Nos soldats luttent là-bas avec leur superbe ardeur. Pourquoi n'arriveraient-ils pas cette fois jusqu'à la capitale ?

Pendant toute cette journée il y eut au sein de la foule une effervescence caractéristique. Au boulevard de Waterloo on conduisait à sa dernière demeure un soldat belge, qui avait succombé dans une ambulance... Le cercueil était orné des couleurs belges. Des soldats allemands voulurent les enlever. La foule se mit à murmurer et l'attitude résolue des femmes du peuple obligea les Allemands à se retirer.

Vers midi on vit près de la Bourse cinq prisonniers belges encadrés de soldats allemands, dont les baïonnettes brillaient au bout de leurs fusils.

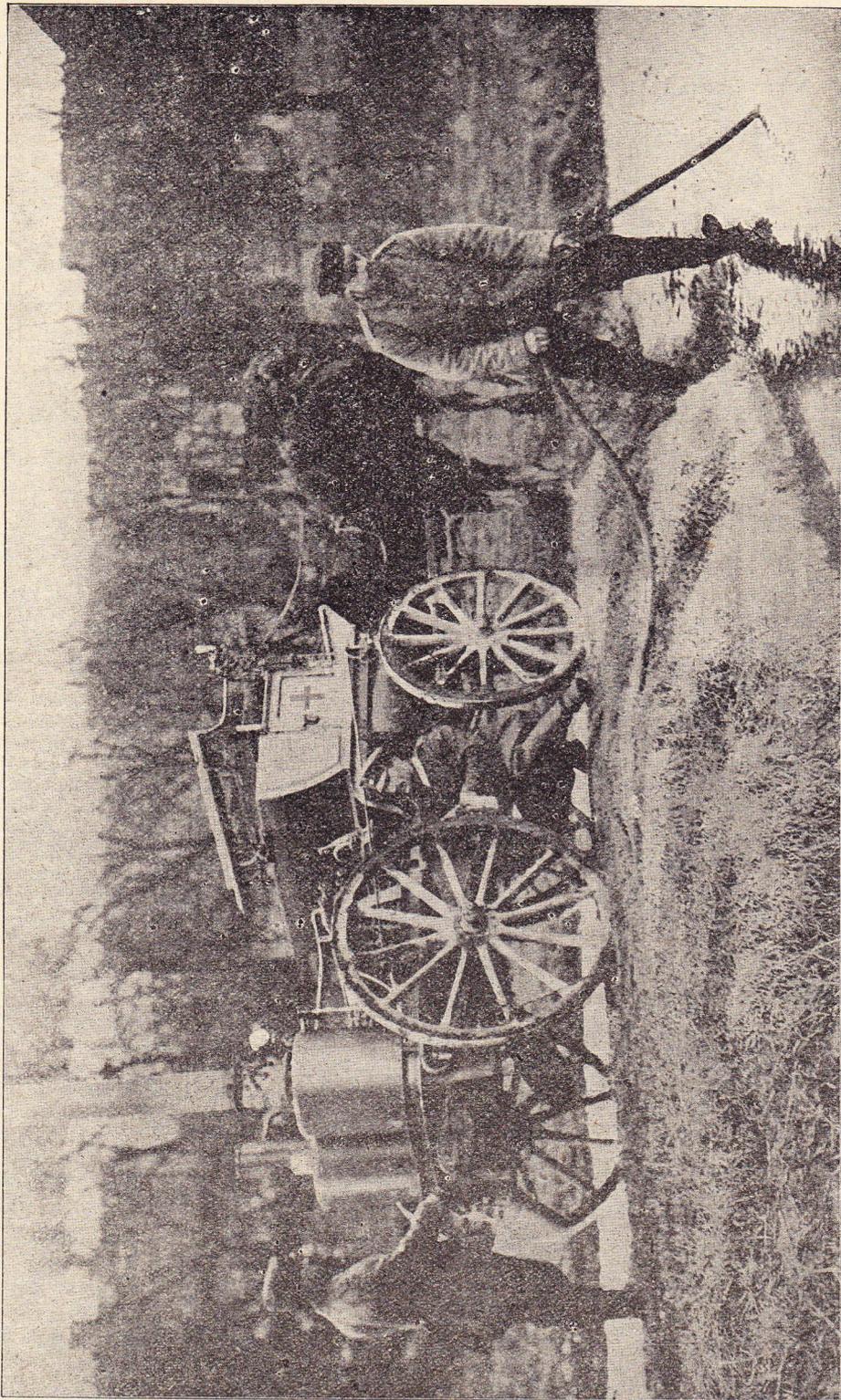
« Vive la Belgique ! », cria la foule. Un remous se produisit et deux soldats purent s'échapper. La police allemande accourut et commença à charger. La foule alors se dispersa.

Dans l'entretemps, M. Max était retenu comme prisonnier dans la rue de la Loi. Son frère Georges reçut l'autorisation de lui rendre visite.

Après l'entretien un officier le reconduisit et lui dit :

— Vous aimez beaucoup votre frère ?

— Beaucoup.



Appareil monté sur char, à l'aide duquel les Allemands désinfectaient l'eau, même la plus impure.

— La guerre est une chose terrible...

— Surtout pour nous, Belges, qui ne l'avons pas demandée...

— Les Belges auraient dû...

Georges Max lui coupa la parole :

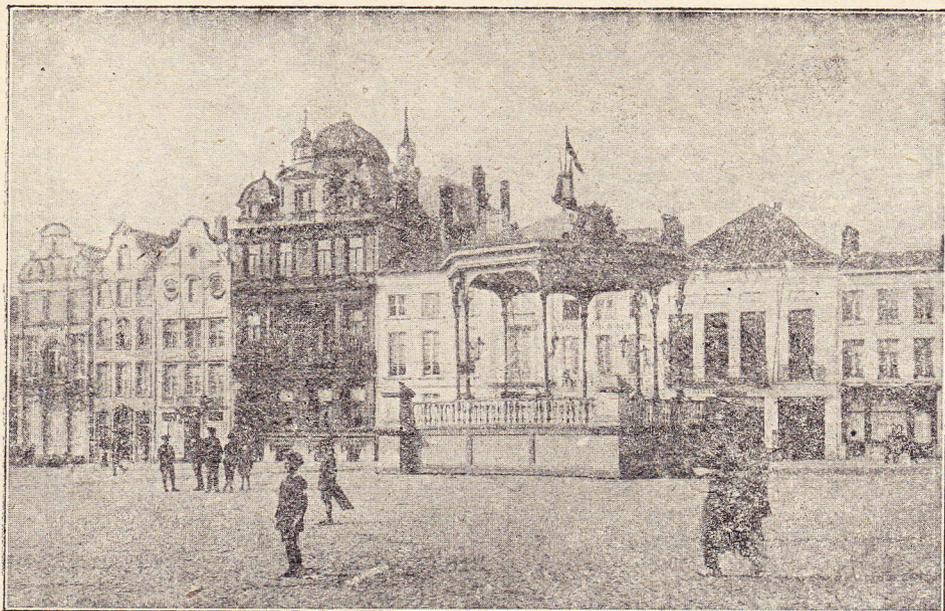
— Je vous en prie; ce n'est pas le moment de discuter l'attitude des Belges; je vous serais obligé de me laisser dans l'état d'esprit où le malheur d'aujourd'hui me plonge...

Et sur ces mots Georges Max quitta l'officier. Le frère du bourgmestre avait trouvé ce dernier très calme et toujours plein de courage.

Pour terminer la journée, les Bruxellois reçurent encore une proclamation du baron von der Goltz. Celui-ci prétendait que dans certaines régions du pays faiblement occupées, des véhicules allemands ou des pa-trouilles avaient été attaqués par des habitants, mais disait-il, on dressait une liste de ces communes, qui rece-vaient leur châtiment aussitôt que des troupes alle-mandes y passeraient.

Pendant toute la nuit le canon gronda. Le matin on l'entendait encore.

Le baron von Lüttwitz défendit aux ambulanciers de la Croix Rouge de Bruxelles de recueillir encore désor-



Liège : La Grand'Place.

mais des blessés belges ou allemands. Les médecins belges ne pouvaient plus soigner que les soldats belges qui, de l'avis de médecins allemands, étaient incapables de reprendre du service. Ces soldats ne devaient pas être traités comme prisonniers de guerre.

M. Max fut déporté en Allemagne. Ce n'est que plus d'un mois après qu'on reçut des nouvelles du bourgmestre à Bruxelles. Après un court séjour dans une forteresse aux environs de Cologne, on l'avait transporté à Glatz, où il se trouvait à ce moment, le 9 novembre. Il pouvait s'y promener pendant une heure dans la cour de la prison.

Dans une de ses lettres il appelait cette cour un marais, dans une autre, un bassin de natation, à cause de son humidité. Mais ses lettres témoignaient néanmoins d'une constante bonne humeur.

Nous aurons l'occasion de parler encore du bourgmestre dans la suite.

Pendant ces jours de septembre, il y avait à l'est au pays, quelques blessés belges en traitement, qui étaient, cela va sans dire, des prisonniers de guerre. Voici, à ce propos, le récit d'un brancardier :

« Namur était tombé le 23 août. Quelques infirmiers furent licenciés et rentrèrent à Bruxelles ou à Anvers; d'autres, et moi-même notamment, durent rester dans l'enceinte de la forteresse.

Je restai à Namur du 23 août au 21 septembre et pendant tout ce temps, je soignai des blessés belges et surtout des blessés allemands au grand séminaire.

Mais nous n'avions guère de loisirs pour nous promener. C'étaient des jours difficiles. Nous devions aussi aller chercher des blessés dans d'autres localités, comme à Andenne, etc. Des jours tristes aussi, quoique l'âme s'endurcisse à la vue de tant de souffrances.

» Et cependant il me semble souvent que j'entends encore ces plaintes et ces gémissements que poussaient les blessés à l'heure des pansements. Et puis, l'amputation des membres, nécessitée souvent par des blessures insignifiantes au début ! Mais les malheureux avaient été laissés trop longtemps sans soins... et alors, quelles blessures affreuses quand enfin nous les voyions dans la salle d'opération !

Les blessés furent expédiés le plus vite possible en Allemagne, souvent beaucoup trop vite.

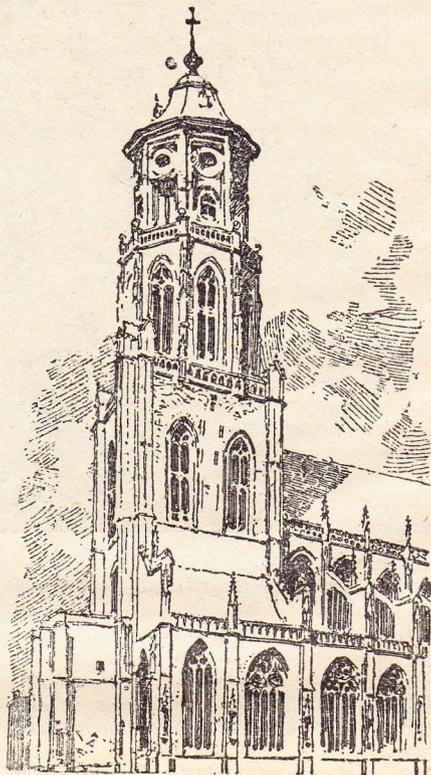
Souvent nous avions de la peine à nous contenir dans cet hôpital. Nous étions insultés par des médecins et des infirmières allemandes, car il était venu aussi du « Heimat » des femmes et des jeunes filles allemandes

qui, évidemment, savaient tout beaucoup mieux que nous.

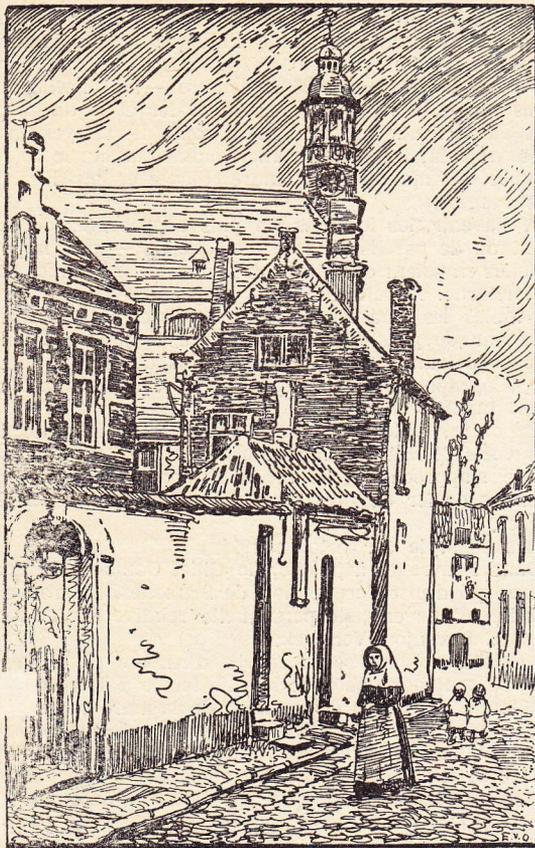
La médecine belge — affirmaient-elles — n'était plus à la hauteur. En toutes choses nous n'étions que des imbeciles et des niais, ce que nous avions prouvé d'ailleurs en voulant nous battre contre les Allemands.

Quelquefois un Zeppelin volait au-dessus de la ville et alors les femmes et les jeunes filles d'outre-Rhin s'élançaient à la fenêtre. On eût dit qu'elles avaient une extase.

« Un Zeppelin, un Zeppelin, criaient-elles ; un Zeppelin, un Zeppelin allemand, voilà une chose que



Liège : L'église St.-Gommaire.



Liège : Chapelle du Béguinage,

seuls nous possédons et que les ennemis ne peuvent imiter. Et il va jeter des bombes en France.»

De même, elle étaient atteintes au moins une fois par jour d'une crise hystérique à la lecture des bulletins de victoire.

Chaque jour il y avait tant de milliers de prisonniers russes, français et anglais.

Et l'armée belge, ils l'anéantissaient au moins deux fois en vingt-quatre heures.

On murmurait bien un peu, on poussait des soupirs, mais le mieux était de se taire, car ainsi du moins on pouvait aider et encourager les soldats belges. Complètement isolés, comme nous l'étions, nous n'avions que très peu de nouvelles. Bruxelles même semblait fort éloigné. Quant à Anvers !

Le 25 septembre notre médecin et nous, c'est-à-dire quatre infirmiers, nous reçûmes l'ordre de partir pour Hanovre. On nous dit qu'il s'agissait seulement d'accompagner un convoi de blessés et qu'il était même inutile d'emporter des vêtements.

Les blessés, tant allemands que belges, étaient étendus sur un lit de paille dans des trains de marchandises; les plus grièvement atteints étaient couchés sur des civières. Le soldat le moins grièvement blessé était chargé du contrôle dans le wagon et c'est lui qui devait nous prévenir au cas où l'un d'eux aurait besoin de notre assistance.

Le docteur et nous, les infirmiers, nous fîmes le voyage dans un wagon de deuxième classe.

Le voyage dura trois jours et deux nuits. O, cette longue attente pour laisser passer d'autres trains. Quelques blessés moururent et les cadavres furent déchargés en cours de route.

Nous transportions aussi des prisonniers qui furent accueillis d'une façon scanaleuse par la population allemande.

Quelques souvenirs à ce sujet... Souvent nous rencontrons le long de la voie ferrée des poupées travesties en soldats français ou belges et qui étaient pendues à des arbres, par la tête ou par les pieds.

Près de Cologne, le train dut s'arrêter à un passage à niveau. Il y avait juste un enterrement dans le voisinage. Le cadavre resta seul sur la bière. Tous ceux qui participaient au cortège funèbre s'élançèrent vers la barrière et un vacarme épouvantable s'éleva à l'adresse de nos prisonniers !

Nous entendîmes d'ailleurs un concert analogue à maints passages à niveau, jusqu'à Hanovre.

Sur un wagon derrière la locomotive se trouvait un canon allemand hors d'usage, qui était entouré de soldats allemands.

Et en le voyant passer, le public demandait sans cesse :

« Un canon français ? »

« Oui ! », criaient les soldats.

Les blessés allemands recevaient du public des cigares et des friandises, mais rarement on offrait aux nôtres la moindre chose.

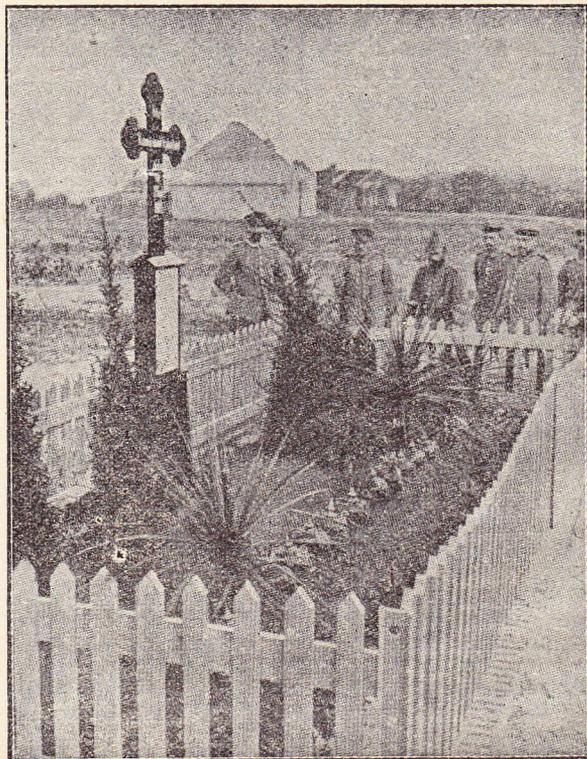
Toutefois l'officier qui accompagnait notre train était très courtois. Le wagon où nous avions pris place ne fut même pas surveillé.

Mais lorsque nous fûmes arrivés à Hanovre, il ne fut plus question de notre retour. Nous fûmes obligés à y rester, sous prétexte qu'il y avait des blessés à soigner.

Nous demeurâmes inactifs pendant deux mois; on nous donnait cependant 1 mark 17 par jour; le docteur recevait 250 marks par mois.

Nous déménageâmes vers Munster-Lager. Il y avait là à ce moment 30.000 prisonniers, belges pour la plupart, parmi lesquels se trouvaient des civils qui portaient peint sur le dos, le mot « Kriegsgefangene », de malheureux habitants de Visé et de Louvain. Je vis parmi eux deux porteurs de télégrammes; on les avait arrêtés au moment où ils allaient remettre une dépêche officielle; c'étaient des jeunes gens de quatorze ou quinze ans.

Pendant mon séjour un grand nombre de prisonniers politiques, de moins de 18 ans et de plus de 40 ans, furent renvoyés dans leurs foyers. Dans une place spéciale il y avait aussi des femmes et des enfants. Un homme malade, un pauvre tuberculeux, avait été enlevé de son lit; il y est mort. Le crime de tous ces malheureux ? Les Allemands eux-mêmes eussent été incapables de dire en quoi il consistait. Mais on connaît assez leurs procédés envers les civils.



Cimetière allemand à Malines.



Scène populaire à Liège en temps de paix.

A Münster-Lager j'ai été employé pendant quelque temps dans un lazaret, alors il y avait là très peu de malades, à peine une centaine sur 30.000 prisonniers. Mais ce n'était qu'un commencement.

Finalement on nous remplaça par un personnel d'ambulance allemande et nous dûmes rentrer par le territoire suisse. Je rejoignis l'armée après avoir traversé la France.»

Il y avait de même encore des prisonniers belges à Liège, à Louvain et ailleurs. C'étaient des jours bien tristes pour tous ces isolés qui, bien que se trouvant au milieu de leurs compatriotes, étaient néanmoins entre les mains de l'ennemi. Et plus d'un succomba sans avoir reçu un mot de la maison paternelle et sans pouvoir donner la moindre nouvelle.

Un grand nombre de blessés avaient pu se retirer chez des concitoyens ou restaient tranquillement abrités dans une ferme ou dans quelque ville ou village, en attendant l'occasion de pouvoir s'évader par la Hollande.

Leur uniforme évidemment avait été détruit ou enfoui. Et lorsqu'on signalait des Allemands dans le voisinage, les soldats allaient se blottir dans une cachette sûre.

Telle était la situation en pays occupé et à Bruxelles notamment pendant ces inoubliables journées de septembre 1914.

Le canon continuait à tonner sans répit et les habitants de la capitale en conclurent que le siège d'Anvers était commencé.

## LES ATTAQUES CONTRE LES LIGNES D'ÉTAPES Autour de Louvain.

Après la deuxième sortie d'Anvers, l'autorité militaire belge organisa encore de multiples raids sur les lignes ennemies. A cet effet, elle eut recours à l'initiative d'un groupe de vaillants cyclistes volontaires, dont six cents environ se présentèrent pour ce périlleux service. Ils avaient pour mission spéciale de détruire les voies ferrées, d'attaquer les convois allemands, en un mot, de jeter le désarroi dans les lignes d'étapes des Allemands. Ils pénétrèrent jusque dans le Limbourg, dans le Brabant et même dans le Hainaut. Les Allemands

vengeaient ordinairement les exploits de ces braves sur la population civile, comme l'indique la proclamation allemande qu'on va lire :

« Dans la soirée du 25 septembre — dit l'affiche en question — la ligne du chemin de fer et le télégraphe ont été détruits sur la ligne Lovenjoul-Vertryck. A la suite de cela, les deux localités citées ont eu, le 30 septembre, au matin, à en rendre compte et ont dû livrer des otages.

A l'avenir, les localités les plus rapprochées de l'endroit où de pareils faits se sont passés — peu importe qu'elles en soient complices ou non — seront punies sans miséricorde. A cette fin, des otages ont été emmenés de toutes les localités voisines des voies ferrées menacées par de pareilles attaques, et à la première tentative de détruire des voies de chemins de fer, des lignes de télégraphe ou du téléphone, ils seront immédiatement fusillés.

En outre, toutes les troupes chargées de la protection des voies ferrées ont reçu l'ordre de fusiller toute personne s'approchant de façon suspecte des voies de chemins de fer ou des lignes télégraphiques et téléphoniques.

Bruxelles, le 1er octobre 1914. »

Dans l'ouvrage, déjà cité, de Gille, Ooms et Delandsheere, qui décrit l'occupation de Bruxelles, on trouve la relation d'une enquête personnelle relative à cet événement à Lovenjoul-Vertryck.

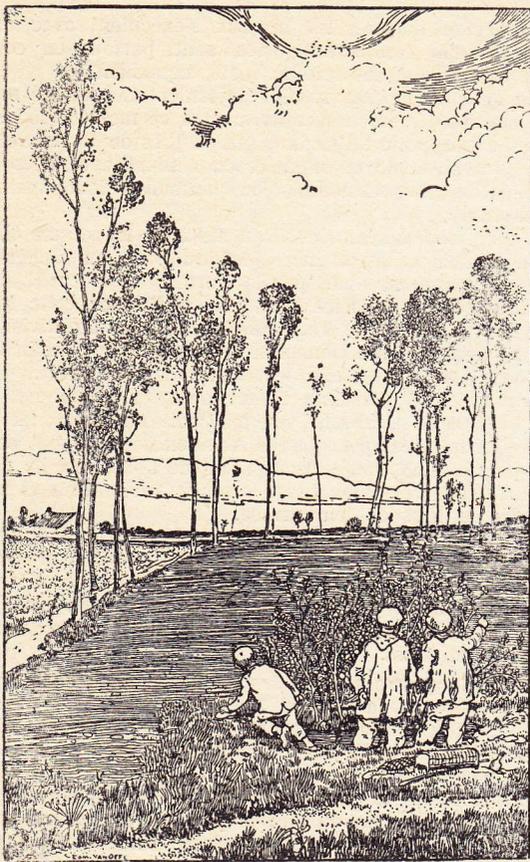
« Quatre soldats belges partis d'Anvers vêtus en civils, se sont approchés de la voie ferrée à Lovenjoul et ont tenté, au moyen de bombes, de la faire sauter. Les dégâts n'ont pas été importants et ont été vite réparés. Mais l'Allemagne cherchait une vengeance. N'ayant pu mettre la main sur les quatre soldats, elle s'est immédiatement retournée vers la population innocente.

Une compagnie d'incendiaires arrive de Louvain et sur ordre de deux officiers qui président à l'opération, chasse les habitants de quatorze maisons et y met le feu. La soldatesque brûle notamment le presbytère, le couvent des religieuses et l'école communale; elle ne s'arrête qu'au moment où le chef des incendiaires lance un coup de sifflet. La « kultur » allemande éprouve, semble-t-il, dans cette région, un plaisir particulier à détruire des écoles; celle du village voisin, Corbeek, est brûlée également; les enfants traîneront sur le pavé...

Une pauvre femme qui coupe de l'herbe devant sa chaumière en cendres me narre ses épouvantes des premiers jours, qui précéderont ceux du « châtiment » :

« Les troupes arrivaient en masse, par la grande route de Liège, brûlant et saccageant tout sur leur passage. Elles ouvraient les étables et chassaient les bêtes dans les campagnes. Elles en tuaient aussi, prenaient ce qui leur semblait bon et laissaient le reste sur les chemins. Elles entraient dans les cabarets, vidaient bouteilles et tonneaux, éventraient les armoires à coups de crosse, tiraient à coups de pistolets dans les cadres, glaces et portraits. Chez le médecin, elles burent tout le vin, jetèrent lustres et chaises au milieu de la route, puis mirent le feu à la maison. Les châteaux de MM. de Dieudonné, de Maurissens et de Schouteete flambèrent comme des allumettes; d'immenses colonnes de flammes et de fumée montaient vers le ciel. Quant à nous, nous restâmes pendant deux jours cachés dans un trou à porc. Des soldats hurlaient et chantaient dans le château du Petit Lovenjoul. Dans la cour, des milliers de bouteilles vides gisaient à terre; des soldats descendaient du grenier avec des pots de confiture plein les bras; d'un tour de main, ils vidaient un pot et s'en remplissaient la bouche; puis ils se jetaient avec des grognements de plaisir sur des bouteilles de champagne. Une odeur de vin et d'alcool flottait partout.

» Puis il y eut une explosion : la soldatesque faisait sauter à la dynamite un coffre-fort. Des sentinelles emportaient des armoires à glace vers la voie ferrée pour s'en faire des guérites. Des meubles en grand nombre, des pendules, des objets d'art, prenaient le chemin de l'Allemagne par le premier train qui passait. Sur les pelouses, des soldats avaient suspendu à des trépieds des assiettes décoratives en vieux Delft arrachées aux murs, et s'y préparaient un repas avec un feu de



Aux environs de Lierre.

bois. Les cristaux avaient été jetés par les fenêtres et couvraient les alentours de leurs débris.

» Certain jour, des soldats allemands se promènèrent en mascarade dans le village. Ils avaient jugé plaisant de mettre des vêtements de dames parties depuis la guerre. Les uns avaient mis des robes de soie, un autre s'était emparé d'un manteau et, le trouvant trop étroit, l'avait découpé sous les manches; un autre s'était couvert du manteau qui, dans l'église de Lovenjoul, orne la statue de la Sainte Vierge; un autre avait pris le voile de la Sainte Vierge; d'autres enfin dansaient et gesticulaient sous le dais du Saint-Sacrement. C'est peu après que ma maisonnette fut incendiée.

» On nous a fait savoir que si des soldats belges essayaient à nouveau de troubler les communications par voie ferrée ou télégraphique, les maisons épargnées seraient détruites également. Cependant nous n'y sommes pour rien. Trouvez-vous que cela soit juste ?

» Hélas, ma pauvre femme, cela n'est la justice allemande ! »

Dans les champs, des paysans labourent au milieu des ruines. Silencieux et songeurs, ils poussent leurs charmes. Pourquoi perdu un jour ? Ce n'est pas parce qu'on se bat que le blé doit cesser de croître et le monde de vivre.

Par l'unique rue du village, entre des murs calcinés qui vacillent sous la poussée du vent, j'accompagne un ami de la localité qui va, dans un château voisin, occupé par la troupe, voir si mille choses disparues de chez lui n'ont pas été transportées là.

En attendant le commandant, nous causons avec une sentinelle qui fait les cent pas dans le parc. Cet homme est triste. Il est père d'une nombreuse famille dans le Hanovre. Voici dix semaines qu'il est ici; il a passé les six semaines précédentes à Tirlemont; demain il commencera une nouvelle garde de six semaines à Louvain.

« De telle manière, dis-je, que vous avancez lentement vers Bruxelles.

— Oui, répond-il.

— Après quoi, vous irez à Paris ?

L'homme me regarde avec un sourire empreint d'une mélancolie infinie. Il semble me prier de ne pas me moquer de sa misère.

« Croyez-vous, dit-il, que je ne serais pas beaucoup plus heureux près de ma femme et de mes enfants ? »

Mais voici le commandant. Il s'assied à un bureau-secrétaire sur lequel il a groupé des portraits d'enfants, un portrait de sa femme et la vue photographique d'une résidence seigneuriale.

« Voici ma famille, dit-il, et voici mon château, dans le Brandebourg. J'y suis mieux logé qu'ici, je vous prie de le croire.

— Nous n'en doutons pas : il suffit, pour s'en convaincre, de voir l'état dans lequel ce château-ci est mis; c'est pis qu'une étable.

— C'est la guerre, n'est-ce pas ? Et puis, vous devez comprendre que dans une armée de plusieurs millions d'hommes, il y a des bons et des mauvais...

— Cependant quand un officier donne un ordre, il est immédiatement obéi. Que n'ont-ils donné ordre de respecter les propriétés privées ? L'autorité allemande ne se vante-t-elle pas d'avoir l'armée la plus disciplinée du monde ? »

Le commandant esquivé une réponse directe et dit :

« Je ne suis responsable que des hommes qui sont sous mes ordres. Demain nous serons remplacés par d'autres que je ne connais pas, sur lesquels je n'aurai pas d'autorité. Voyez si dans ce château se trouvent des objets vous appartenant et enlevez-les avant mon départ si vous le jugez opportun. »

Mon ami trouve au salon des livres de ses enfants; à la cuisine, une batterie lui appartenant; ailleurs, des cristaux, des tasses, des vases qui viennent également de chez lui; enfin, un tableau qui est son bien aussi et qui orne la chambre à coucher d'un landsturm. Ainsi, tout, dans cette région, et vraisemblablement en bien d'autres endroits, où la soldatesque s'est établie, a été charrié d'une propriété à une autre.

La route, jusqu'à Louvain, est un calvaire. Aussi loin que porte le regard, des maisons brûlées, maisons de paysans, granges, maisons ouvrières, villas, châteaux. Dans les champs, des croix de bois sur lesquelles se balance un képi de soldat belge ou un casque prussien : autant de tombes. Et des milliers, des douzaines de mille de bouteilles vides, le long du chemin.

Un paysan qui nous tient compagnie, raconte des scènes inouïes dont il fut le témoin. Nous traversons Corbeek, qui vit des horreurs sans nom. Voici le château du baron de Dieudonné, parti au combat. C'est là que le Roi Albert se tint jusqu'au moment de la retraite vers Anvers. Pour avoir hébergé le Roi des Belges, ce château fut immédiatement réduit en cendres ! Ce n'est plus maintenant qu'un amas de briques éparpillées sur les pelouses. Trois jours de suite, un officier supérieur allemand s'est fait conduire de Louvain à ces ruines. Chaque matin, il campait devant elle son chevalet et peignait sur la toile ce site si atrocement dévasté. Un « schloss » incendié, un arapeau allemand planté sur une ville en cendres, rien, semble-t-il, n'est plus beau aux yeux d'un Teuton. Quelques mètres plus loin, voici la propriété de M. Ernst, chef de cabinet de M. Carton de Wiart, parti avec son ministre à Anvers. Sa sœur n'a pas quitté la maison. Certain jour, comme des soldats allemands, ivres d'une rage démoniaque, allaient près de sa porte fusiller, en tas, des malheureux, elle se jeta au devant d'eux et cria :

« Ne tuez pas cet homme, il est père de cinq enfants; tuez-moi plutôt s'il vous faut une victime. Ne tuez pas celui-ci, c'est le soutien d'une mère paralysée; tuez-moi plutôt à sa place ! »

Et les supplications de cette femme courageuse sauvèrent la vie à quinze innocents qui se réfugièrent dans sa demeure.

## LE PRÉLUDE DU SIÈGE

### Les combats près d'Alost.

Nous avons vu que les Allemands s'occupaient de renforcer leurs troupes opérant devant Anvers et d'établir des travaux de défense. Nos troupes, tout en effec-



Le général allemand Sixt von Arnim.

tuant de petites sorties, ne manquaient pas non plus de construire des retranchements. Et ainsi on travaillait ferme de part et d'autre.

« Plus que jamais nous devons nous tenir sur nos gardes, écrit le lieutenant Robert de Wilde dans son journal de campagne, à la date du 16 septembre et des jours suivants. L'encercllement se dessine de plus en plus, l'étau se resserre. Des travaux sont commencés dans toute la périphérie de la position.

Des rapports nous signalent des arrivées nombreuses de gros matériel. Ils ont attendu la chute de Liège, de Namur et de Maubeuge, pour pouvoir disposer en une fois de tout leur matériel et ce sont les grosses pièces qui successivement ont démoli les forts de Liège, de Namur et de Maubeuge qui sont dirigées sur Anvers.

On se prépare partout à une vigoureuse résistance. Une à une, les positions sont choisies, les postes d'observation sont établis, les liaisons prévues. Le secteur est étudié avec soin. Les tranchées d'infanterie s'accroissent, les réseaux de fil de fer s'épaississent tous les jours. On a exagéré le dégagement du champ de tir. Dans le rayon des forts d'enceinte, plus une maison, plus un arbre ne subsiste. Toutes ces jolies villas de la banlieue anversoise sont la proie des flammes ou de la pioche des démolisseurs.

Le 24 septembre, le Roi vient passer la revue de la brigade et la féliciter de ses exploits de Haecht. Le Roi arrive à pied. Nous saluons du sabre. Les clairons sonnent, la musique joue, le drapeau s'incline. A tous il serre la main, à tous il dit un mot aimable, et devant cette grande personnification de notre Pays, devant ce Roi pour lequel nous sommes prêts à donner tout notre sang, nous nous inclinons avec émotion.

L'étreinte autour d'Anvers se resserre de plus en plus.

De part et d'autre, les travaux s'exécutent avec une hâte fébrile. Nos avant-postes sont partout en contact et l'ennemi les refoule méthodiquement.»

Le quartier-général résolut de tenter encore une sortie, car les armées alliées livraient à ce moment là une bataille sanglante en Champagne et près de Roye. Peut-être y avait-il moyen d'entrer en contact avec elles et d'empêcher les Allemands de poursuivre leur avance en Flandre.

Il s'agissait d'aider les Français à se frayer un chemin. Tandis qu'ils avanceraient du Sud, ou tâcheraient de leur tendre la main par le Nord.

Dans ce but l'offensive devait s'effectuer cette fois dans la direction de Termonde et d'Alost. La division de cavalerie fut secrètement transportée par chemin de fer vers Gand, d'où elle devait marcher sur Alost.

Les 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> divisions furent chargées d'attaquer la 37<sup>e</sup> brigade de landwehr, qui marchait sur Termonde.

Il s'en fallut de peu que les Allemands ne fussent cerclés près de Lebbeke, mais profitant de l'obscurité ils purent atteindre Opwijk par des sentiers détournés et rejoindre le gros de leur armée.

L'état-major belge se rendit compte qu'il fallait agir avec circonspection. L'ennemi, en effet, avait reçu d'importants renforts et les Alliés n'arrivaient pas encore.

L'offensive ne put donc se développer, bien qu'il y eût des combats acharnés près de Lippeloo, Malderen, Lebbeke et Alost.

C'était la guerre avec toutes ses horreurs dans la gracieuse vallée de la Dendre. La ville d'Alost elle-même fut bientôt menacée. C'est une jolie et industrielle cité de 12,000 âmes qui compte parmi les plus anciennes communes de la Belgique. Sur la Grand'Place se dresse le vieil hôtel de ville surmonté d'un beffroi, qui contient un carillon que l'on dit être le plus ancien de la Flandre, car l'inventeur du carillon, Barthélémi Coecke, était un Alostois. C'est dans cette ville aussi que fut établie la première imprimerie belge, par Désiré Martens, à qui on a élevé une statue. Martens avait appris l'art de la typographie à Venise et l'importa dans son pays en 1473. Il était de plus un savant distingué, qui connaissait plusieurs langues.

L'église principale d'Alost est dédiée à saint Martin. Elle n'a jamais été achevée. Il y manque les deux tiers de la nef, la tour et le grand portail. Il n'en constitue pas moins un superbe monument, qui possède un tableau de Rubens, « Saint Roch », le patron des pestiférés. Martens est inhumé dans le temple.

On voit que les Alostois ont raison d'être fiers de leur ville, mais en ces jours troublés, ils avaient d'autres préoccupations.

Par sa situation près de la grand'route de Bruxelles à Gand, la ville d'Alost était destinée à recevoir fréquemment la visite des soldats.

Et voilà que la lutte était engagée le long de la Dendre. Les Allemands s'abritaient derrière des civils : hommes, femmes et enfants. Sur un signe des Belges la foule se laissa tomber en avant et les balles sifflèrent au-dessus de leurs têtes. L'ennemi fut repoussé et se mit à bombarder la ville. La population prit la fuite. Nous nous souvenons d'une lettre écrite par le député Pierre Daens, au moment où les Alostois venaient de s'enfuir, principalement dans la direction de Gand.

Cette lettre mérite de trouver place dans ce récit et nous la reproduisons en entier. On sait que M. Daens, dont le fils était au front, mourut pendant la guerre.

Voici l'appel que le représentant d'Alost fit insérer dans les journaux de Gand en faveur de ses concitoyens :

« Alost ! Notre malheureuse ville d'Alost ! 36.000 âmes, presque tous de pauvres ouvriers, dépeuplée ! Entièrement dépeuplée !

Le lundi 28 septembre, le deuxième jour du bombardement, lorsque l'intrépide collègue échevinal avec votre dévoué représentant quitta la ville, il n'y avait plus âme qui vive. La population avait fui, précipitamment, sans pouvoir rien emporter ; la plupart sans argent, vers des villages éloignés, vers Oordegem, Wetteren, la majeure partie vers Gand, où des consolations et des secours furent prodigués à ces malheureux. Au Palais des Fêtes, 40.000 réfugiés ont déjà trouvé un abri et des aliments.



Les enfants reyaux.

Hier des réfugiés m'ont déclaré que jamais ils ne pourraient témoigner à Gand assez de reconnaissance. Par les soins du comité, à la tête duquel se trouvent Messieurs les échevins de Gand, des réfugiés d'Alost ont été envoyés à Courtrai, Zulte, Doeselaere, Iseghem, Thielt, Pithem, Ardoye, Dixmude, Maldegem, Rams-capelle, etc., etc.

J'ai visité nos pauvres concitoyens à Courtrai. Ils y sont traités comme des membres de la famille. Et il en sera bien de même partout. Merci éternel !

A Gand, l'hôtel de ville est d'une activité bourdonnante: des réfugiés, de malheureux exilés trouvent un asile et des secours dans des maisons communales, dans les couvents, dans des locaux de socialistes, de catholiques et de libéraux; il y a une pure et héroïque collaboration de tous.

Une foule d'hommes de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière ont loué une petite maison, une chambre, avec 10 ou 12 personnes et davantage. L'argent est dépensé; ils sont sans aide et doivent mourir de faim. Qu'on veuille bien s'occuper du sort de ces braves gens.

J'apprends avec joie que le collège échevinal de Gand prend de bonnes mesures; que le comité alostois de ravitaillement va siéger à l'hôtel de ville.

Et l'hiver approche! Des milliers de personnes sont privés de vêtements chauds. Mes chers compagnons d'infortune, combien de temps encore resterez-vous éloignés d'Alost?

Les Allemanus s'y livrent à des beuveries et au pillage. Des camions bondés sont expédiés à Bruxelles. Alost devient un camp allemand.

Nos ouvriers soupirent après le moment où ils pourront retourner dans leur maisonnette. Pour le moment c'est très dangereux et irréalisable.

En attendant de l'aide, de l'aide en faveur de nos pauvres réfugiés d'Alost et d'ailleurs!

Avec l'expression de ma reconnaissance et de ma haute considération,

PIERRE DAENS. »

P.-S. — Pour tous conseils et renseignements aux réfugiés de l'arrondissement d'Alost, tous les jours de 5 à 7 heures, au local du Marché au Grain.

Nous reçûmes encore d'Alost ces quelques nouvelles complémentaires relatives à l'occupation de la ville.

« Alost a été officiellement rattachée à l'Allemagne par le commandant de la garnison « Herr Kessler », qui s'est établi dans la demeure de M. l'échevin Moeyersoen.

Un conseiller communal, M. J. Van den Bergh, a été fait prisonnier... et nommé bourgmestre. Sur sa porte

se trouve cette inscription « Burgemeister ». Il a dû organiser le service de police.

Toutes sortes d'objets enlevés des maisons de Bor-mans, Buyt, De Paepe, Van Beveren, Van Haese, Blommaert, Van de Sype, Limbourg, des pharmacies Ghyselinckx, De Valkeneer et de différentes quincailleries ont été chargés sur des automobiles et transportés à Bruxelles. Un grand nombre de fabriques et de maisons ont été saccagées.

Une cinquantaine d'habitants — parmi lesquels des enfants — ont été enterrés samedi avec des soldats dans la rue de l'Evêque dans le jardin de Van Geem et au Geldhof.

Les quelques habitants qui sont rentrés dans la ville ne peuvent plus en sortir.

Voilà ce qu'est devenu Alost, la commune autrefois si florissante des bords de la Dendre, située non loin du monceau de ruines qui s'appelait autrefois Termonde.

Car finalement les Allemands restèrent maîtres de la ville.

Mais, ainsi que nous l'avons dit, il y avait eu dans les environs des combats extrêmement acharnés.

C'était là la canonnade intense que les Bruxellois entendirent le jour où Max fut arrêté et sur laquelle ils avaient fondé de si grands espoirs.

Alexander Powell y fut témoin d'une charge de cavalerie dont il a fait la description très caractéristique que nous reproduisons ci-après :

« Le spectacle auquel je brûlais d'assister, par-dessus tout, au début de cette guerre, était une charge de cavalerie. J'avais vu naturellement des engagements de troupes montées, tant en Afrique qu'en Asie, mais il s'agissait de troupes à teint chocolat, fantastiquement accourtrées. Ce que je convoitais, c'était le tableau d'une de ces charges que Meissonier affectionnait, avec culottes écarlates, casques d'acier, un océan d'épées brandies et tout le reste du classique et émouvant kaléidoscope de la bataille.

Quand j'en parlai à un officier américain rencontré en mer, il me découragea promptement : « Les charges de cavalerie sont choses surannées, me dit-il. On n'en verra plus jamais. Le fusil moderne à longue portée les a rendues impossibles. La cavalerie ne sera plus employée que pour les services de reconnaissance en guise d'infanterie montée. » Il s'exprimait de façon catégorique, ayant pris part à la campagne de Cuba et à celle des Philippines contre les Espagnols.

D'après les manuels techniques, les dires d'experts et les tacticiens en chambre, il avait mille fois raison; et je crois que tous les spécialistes de la critique militaire sont d'accord pour affirmer que la charge de cavalerie comme moyen d'attaque, appartient à un âge révolu.

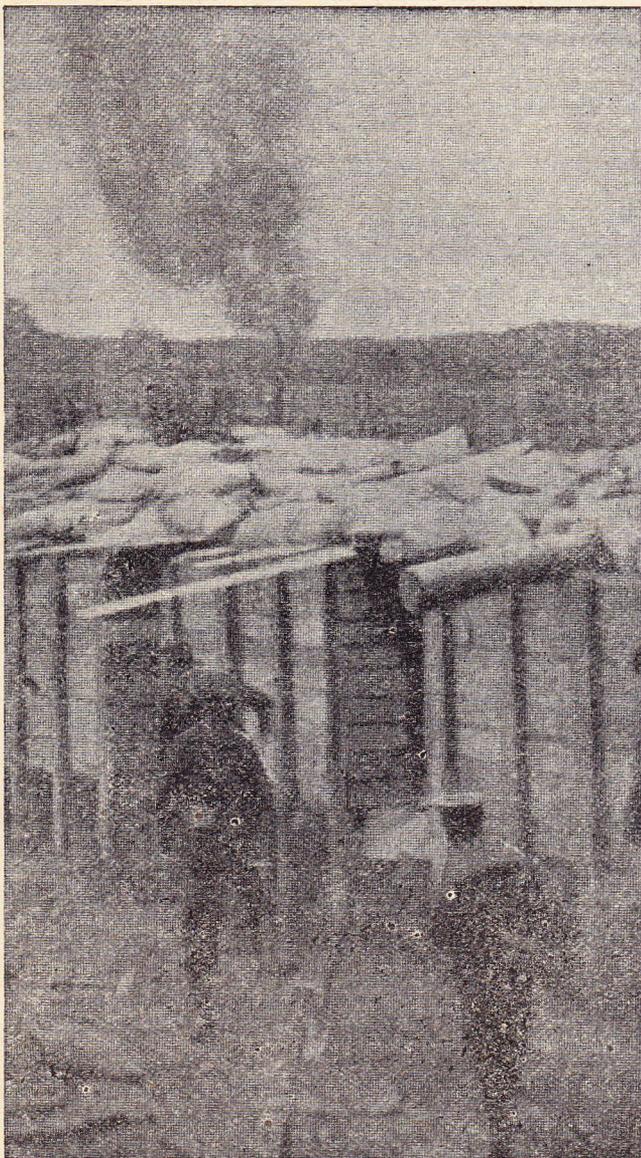
Mais voilà ! ces diables de Belges n'ont pas apporté au jeu de la guerre le respect des règles. Ils en avaient une conception primitive. Selon leur idée, dès qu'ils entrevoyaient un régiment allemand, il convenait de lui courir sus et de l'exterminer, à cheval, à pied, ou à coups de canon, peu importe. C'est en conséquence de ce dédain des prescriptions de manuels que j'eus ma charge de cavalerie. Laissez-moi vous la narrer, alors que l'occasion s'en présente, car, sans aucun doute, la pratique en devient rare et je n'en reverrai peut-être plus. Elle se produisit entre Termonde et Alost.

C'est là un meilleur champ de manœuvre pour la cavalerie que la plupart des sites des Flandres, car on y peut quelquefois faire plus d'un mille sans être arrêté par un canal.

Un détachement considérable d'Allemands avait poussé au nord d'Alost et le commandant belge de l'endroit avait donné ordre à une brigade de cavalerie, composée, si je me souviens bien, de deux régiments de lanciers, d'aller au-devant de l'ennemi et de le refouler.

Après une matinée d'escarmouches, de manœuvres et contre-manœuvres, le chef de la cavalerie força les Allemands à prendre la position qu'il voulait. Les forces du kaiser s'appuyaient contre un bois, et entre eux et les Belges se déroulait l'idéal espace découvert qui recherche la cavalerie.

Or, sachez que les Allemands occupaient une forte position et que, d'après les textes des manuels, il eût fal-



Marins anglais dans les tranchées à Liège.

lu les démoraliser, pour commencer, par une pluie d'obus suivie d'une attaque d'infanterie.

Mais le vieux commandant belge n'en fit rien.

Il avait là quinze cents hommes qui brûlaient de se ruer sur les Allemands et de leur faire tâter de l'acier froid, et il fallait en passer par là. Jetant au loin sa cigarette et resserrant la mentonnière de son shako, il passe au petit trot devant ses hommes.

« En ligne !... » vociféra-t-il.

Deux longues lignes, l'une de guides verts et écarlates, l'autre de lanciers bleus et jaunes, s'allongèrent à travers champs.

« Au trot !... » chantèrent les clairons, puis « Au galop !... »

La forêt de lances descendit de la position verticale à l'horizontale et le nuage des pennons galement déployés se changea en haie d'acier étincelant.

« Chargez !... » tonna le chef, et éperons aux flancs des chevaux, les troupes s'ébranlèrent, avec cette clameur : « Vive la Belgique ! Vive la Belgique ! »

Les Allemands, inquiets à la vue de ces longues et cruelles lances, battirent promptement en retraite à l'intérieur du bois, impénétrable à la cavalerie.

Alors, l'ennemi étant refoulé, force fut à cette cavalerie de rebrousser chemin au petit trot.

Au point de vue purement militaire, ce fut sans doute

une mince affaire, mais sous le rapport de la couleur, du mouvement et de l'émotion, un spectacle qui, à lui seul, valait le voyage en Belgique. »

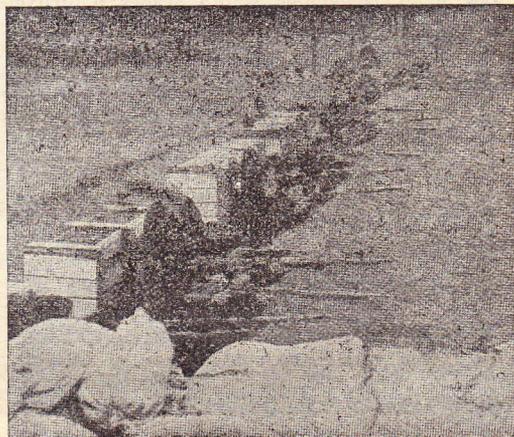
La bataille livrée aux environs d'Alost, bien qu'elle ne put prendre l'ampleur d'une grande offensive, coûta cependant des pertes sérieuses aux Allemands. Leur résistance acharnée décima leurs rangs à tel point que nos troupes, après leur avance initiale, durent marcher sur des tas de cadavres ennemis.

Voici encore un épisode de la bataille que nous raconte Maurice Gauchez dans son livre : « Ce que j'ai vu ».

« J'ai précédé, pendant plus de deux heures, les tirailleurs d'avant-garde de notre armée marchant à l'attaque des positions ennemis. L'offensive, on ne le dira jamais assez, fut-elle momentanée, limitée, est toujours plus électrisante que la défensive pure ou que les contre-attaques.

Dès qu'un officier eut sonné l'ordre de sortir des abris provisoires où nous nous tenions blottis, sous le feu des shrapnells, une sorte de frisson parcourut la ligne entière. Chaque homme demeurait encore plié en deux, par mesure de prudence ; puis, comme un gigantesque animal, ce ruban mouvant de corps humains se replia sur lui-même et bondit en avant. Un cri retentit, clameur de haine, hosannah de victoire, vaste soupir d'espoir : « Vive la Belgique ! Vive le Roi ! » Vingt mètres furent traversés et dévorés par des jambes légères et élastiques. Puis, toute cette ligne d'hommes, sur un signe de l'officier donnant l'exemple, tomba, rampa sur le sol, se confondit avec la couleur brun pâle de la terre. Des shrapnells arrivaient. On les voyait glisser, fuser, labourer la terre, puis s'éparpiller, s'émietter de tous côtés. Cela parut durer deux heures et ce fut exactement terminé en un peu moins de deux minutes. Une accalmie survint. Le reptile singulier qu'était ce groupe avançant dans le sens de sa largeur, se redressa, nerveux, eut un frisson, une secousse, et se recroquevillant et se dénouant, il bondit quinze mètres plus loin encore. Les chefs de file, antennes avancées tout au long du ventre de l'étrange bête, tombèrent, lourdement souples, dans un petit repli de terrain. Les hommes imitèrent ce mouvement. Cette fois les shrapnells frappèrent la bête, la nôtre, hélas ! Il y eut comme trois ou quatre vertèbres de ce corps allongé qui éclatèrent, jaillirent du reste de ce tronc immobilisé. Cinq malheureux hommes se relevèrent à demi, chancelèrent et retombèrent, bras pliés, s'étendant brusquement comme sous le choc d'un ressort. Une clameur frémit. La ligne se reforma, resserrant ses anneaux, et repartit. La troisième chute fut accompagnée d'une décharge unanime, mais à volonté, d'une centaine de fusils. A cent ou deux cents pas en avant, une ligne similaire se remua, la ligne allemande. Il y eut un silence ponctué par des shrapnells et les deux bêtes à multiples têtes de jeunes gens, l'une sur l'autre, frénétiquement, se ruèrent.

Cela fit un remous indescriptible ; il y eut des cris, des chants, des appels, des gémissements, des hurlements. Le tout, amalgamé, sans expression, se bouscula....



Les fusiliers marins anglais dans leurs retranchements.